

La Palestine de 1917 à 1947 : une « poudrière » ? :

La fin du XIX^{ème} siècle est marquée par un contexte d'augmentation des violences antisémites en Europe. Il est alors possible de citer l'affaire Dreyfus en France. Alfred Dreyfus, un officier français juif alsacien est accusé en 1894 d'avoir livré des documents militaires secrets à l'Empire Allemand et est condamné au bagne à perpétuité à tort jusqu'en 1906, où un arrêt de la Cour de cassation l'innocente et le réhabilite définitivement. On peut associer cette affaire à de l'antisémitisme parce que l'armée française a camouflé son erreur sûrement parce que Dreyfus était juif. Les Juifs persécutés développent alors le Sionisme, la volonté de créer un État juif qui accueillerait tous les Juifs du monde. Le Sionisme vient de Sion, une colline à proximité de Jérusalem qui aurait accueilli les premiers royaumes juifs. En 1897, lors du congrès de Bâle en Suisse, le projet de créer un État juif est affirmé et officialisé, il est d'ailleurs décidé que cet État serait créé en Palestine. La Palestine est une région du sud ouest de l'Asie qui se situe le long de la partie orientale du bassin méditerranéen. Une poudrière est une région où des troubles peuvent éclater à tout moment. L'année 1917 correspond à l'année de la déclaration Balfour du 2 novembre 1917, lors de laquelle le gouvernement britannique dans une lettre ouverte affiche sa volonté de créer en Palestine un « foyer national juif ». Elle constitue également l'une des dernières années de la Première Guerre Mondiale. Tandis qu'en 1947 et plus précisément le 29 novembre, l'ONU propose son plan de partage de la Palestine mandataire en deux États, l'un juif, l'autre arabe. Il fait également de Jérusalem un territoire international. Ce partage crée cependant des tensions avec les pays arabes voisins et le peuple palestinien, qui se sentent dépossédés de leur territoire et dès le lendemain du vote, une série de violences éclate entre les communautés juive et arabe. En effet de nombreuses tensions existent en Palestine entre les Juifs, les Palestiniens, les pays arabes voisins et les autorités coloniales comme le Royaume-Uni. Nous nous demanderons alors pourquoi la période de 1917 à 1947 fait de la Palestine un territoire soumis à de fortes tensions qui peuvent cependant être nuancées par de nombreuses tentatives de paix et d'apaisement ? Dans un premier temps nous nous intéresserons à la Palestine comme une terre de conflits. Nous étudierons ensuite la Palestine comme un territoire au cœur de nombreuses tentatives de paix et de résolution des conflits.

La Palestine dès 1917 peut être considérée comme une poudrière. Elle est alors marquée par un contexte guerrier lié aux affrontements entre Britanniques et Ottomans, la Triple-Entente et la Triple-Alliance lors de la Première Guerre Mondiale. De nombreux combats ont lieu comme à Gaza en mars et avril faisant 2 500 morts ottomans et 4000 morts britanniques, ainsi qu'en octobre et se terminent le 9 décembre 1917 par la prise de la ville sainte de Jérusalem par le Royaume-Uni. Cette ultime conquête marque la fin « de quatre siècles de domination turque et l'entrée de la Palestine dans une nouvelle ère, non moins troublée, dans le cadre de l'occupation puis du mandat britannique. » comme l'écrit Dominique Trimbur.

En effet la Palestine alors sous domination musulmane passe dorénavant sous contrôle britannique en 1920 suite à la dislocation de l'empire ottoman. Le Royaume-Uni obtient un mandat en Palestine suite à la conférence de San Remo. Cette conférence internationale qui a eu lieu du 19 au 26 avril 1920 qui regroupe les puissances vainqueurs de la première guerre mondiale : les Britanniques, Français, Italiens, Grecs, Japonais et Belges. Ils adoptent la résolution de San Remo, le 25 avril 1920 qui fait de la Palestine un mandat britannique. Un mandat est la mise sous tutelle des peuples encore incapable «de se diriger eux-mêmes» selon le pacte de la SDN. Ce mandat est ratifié par la SDN le 24 juillet 1922. Ce mandat est motivé par la déclaration Balfour. Le 2 novembre 1917, le secrétaire d'État britannique annonce dans une lettre ouverte à destination des organisations juives du monde entier la volonté de cet État à créer un « foyer national pour le peuple juif » en Palestine. Le gouvernement britannique s'engage alors en faveur du Sionisme, cependant cet engagement est motivé par des raisons politiques et économiques puisque les Britanniques cherchent des soutiens dès 1917 pour continuer la guerre en Palestine contre les Ottomans. Avec la déclaration ils espèrent obtenir le soutien des Juifs.

En 1917 la légion juive est créée à cet effet, menée par Vladimir Jabotinsky. De plus le Royaume-Uni cherche à établir un point d'appui au Moyen-Orient pour y exploiter les importantes ressources pétrolières de la région.

La Palestine peut aussi être considérée comme une poudrière parce qu'elle héberge de nombreuses communautés qui s'opposent et entretiennent des relations conflictuelles. La Palestine est la « terre promise » pour les juifs, la « terre bénie » pour les musulmans sunnites qui représentent la communauté majoritaire, elle comporte aussi une minorité de musulmans chiites, les Druzes, et la « terre sainte » pour les chrétiens. Les deux communautés principales de Palestine, à savoir les Musulmans sunnites et les Juifs revendiquent ce territoire et développent un sentiment national.

La déclaration Balfour renforce le Sionisme, le sentiment national juif et la volonté de créer en Palestine un Etat juif. Cette déclaration renforce une importante migration juive débutée à la fin du XIXe siècle. Les vagues migratoires juives sont d'ailleurs appelées Aliya. De 1918 à 1945, le Yichouv, un terme hébreu renvoyant à la population juive présente en Palestine augmente de 56 000 à 550 000. La population juive de Palestine représente la minorité ethnique la plus importante dans ce territoire, de 17%, elle équivaut dorénavant à 30% de la population de la Palestine mandataire. En 1944 et 1945 suite à la libération des camps nazis de concentration des milliers de rescapés migrent vers la Palestine. Cette migration est considérée comme la sixième Aliya. Les Juifs s'installent sur des terres achetées par l'Agence juive. L'Agence juive est une organisation sioniste créée en 1929 qui permet aux Juifs du monde entier de s'installer en Palestine.

En parallèle de ce nationalisme juif, se développe un nationalisme palestinien. Ces deux nationalismes s'opposent et se nient. Par exemple pour les Palestiniens, le sionisme est illégitime et est une forme de colonialisme, de domination d'un peuple ou d'une région par une puissance étrangère. Ces oppositions mènent à de nombreux conflits comme du 4 au 7 avril 1920 où sionistes et nationalistes palestiniens s'affrontent à Jérusalem. Cette émeute appelée Nabi Musa en référence à une célébration religieuse « l'arrivée du convoi palestinien d'Hébron à Jérusalem pour le pèlerinage islamique annuel de Nabi Musa » font une dizaine de morts et 250 blessés. D'autres conflits ont lieu comme les émeutes de Palestine en août 1929 suite à un différend par rapport à l'accès au Mur des Lamentations à Jérusalem. Ces émeutes comportent notamment le massacre d'Hébron le 24 août 1929. Ces émeutes font un total de 133 Juifs et 116 Arabes tués. Les Arabes étant les personnes qui s'identifient à une culture arabe, à la langue arabe ou encore une histoire arabe. L'une des figures du nationalisme palestinien est le grand mufti de Jérusalem, un religieux musulman sunnite qui interprète la loi musulmane, Mohammed Amin al-Husseini. Il s'oppose activement au sionisme et est l'investigateur en 1936, de la « grande révolte » contre les autorités britanniques.

La Palestine est aussi un territoire soumis à des tensions liées aux relations de l'empire britannique et de ses habitants. De 1936 à 1939 a lieu la grande révolte arabe contre le mandat britannique. Ce mouvement se compose d'actions de sabotages des lignes de chemin de fer, des trains, de refus de payer l'impôt, de violences envers les autorités britanniques comme par exemple l'assassinat de Lewis Andrews, un soldat australien commissaire du district de Galilée le 26 septembre 1937. Le but de cette révolte est d'obtenir la création d'un Etat arabe indépendant et de mettre fin à l'immigration juive. Le 25 avril 1936, les chefs des partis arabes annoncent la formation du Haut Comité arabe, présidé par le mufti de Jérusalem, Mohammed Amin al-Husseini qui appelle à poursuivre la grève générale jusqu'à ce que les autorités britanniques acceptent leurs demandes.

Les sionistes s'opposent aussi à l'empire Britannique. C'est le cas de la droite voire de l'extrême droite sioniste comme le groupe Irgoun mené par Abraham Stern et Vladimir Jabotinsky, l'ancien chef des légions juives. Ils deviennent les dirigeants d'un parti révisionniste qui partent du principe que seule la violence peut permettre aux Juifs de se créer un Etat. Cette

lutte doit se faire contre les Palestiniens afin de les chasser de Palestine. Ce parti radical et extrémiste organisent les attentats contre Harold MacMichael, gouverneur de Palestine (août 1944), lord Moyne, ministre résident au Moyen-Orient (novembre 1944). Le 22 juillet 1946 ce groupe organise un attentat à l'hôtel King David de Jérusalem. Cet hôtel sert de quartier général à l'armée britannique. L'attentat fait 91 morts dont 25 Britanniques. Ces attaques faisant de la Palestine une poudrière, forcent les Britanniques à transférer le dossier palestinien à L'ONU le 18 février 1947 mais ne met cependant pas fin au mandat britannique sur la Palestine.

Cependant il est possible d'apporter des nuances à cette notion de poudrière. La Palestine est un territoire au cœur de nombreuses tentatives de paix et de résolution des conflits.

Des actions de paix et d'apaisement des conflits ont été menées dès la fin de la Première Guerre Mondiale et au début du mandat britannique. En effet après la Première Guerre Mondiale les Alliés se regroupent dans la Société des Nations, la SDN, une organisation internationale établie par le traité de Versailles en 1919, et dissoute en 1946, remplacée par l'ONU. La SDN fut proposée par le président américain Woodrow Wilson après la Première GM, pour faciliter la coopération et le règlement pacifique des conflits dans le monde. Le Traité de Versailles signé le 28 juin 1919 entérinant la défaite de la Triple-Alliance est constitué du Pacte de la Société des Nations qui est la première partie du traité, elle y précise ses trois objectifs principaux: assurer la sécurité collective, favoriser la coopération fonctionnelle et exécuter les mandats des traités de paix. Ainsi la Palestine s'ancre dans une dynamique de paix car elle s'engage à faire respecter le droit des peuples à disposer d'eux même et à créer un État Juif ou du moins un « foyer juif » ainsi qu'un État palestinien.

Le gouvernement britannique se place aussi en médiateur entre Juifs et Arabes afin d'apaiser les tensions entre eux et de réduire l'effet « poudrière » de ce territoire. Le 3 juin 1922 le gouvernement britannique publie le premier livre blanc, le livre blanc Churchill alors Secrétaire aux Colonies. Un livre blanc est une série de lois et de mesures fixant la politique dans le mandat britannique en Palestine, il comporte des correspondances entre ces trois acteurs. Ce premier livre blanc a pour vocation de rassurer les Arabes par rapport aux interprétations exagérées de la déclaration Balfour et donne le contrôle des terres situées à l'Est du Jourdain, la Transjordanie, aux Arabes, Abdallah 1er en devient alors l'émir. Ce livre blanc marque la première décision officielle du mandat britannique.

Le Royaume-Uni essaie également de permettre la paix en Palestine. En réaction aux émeutes de 1929 qui opposèrent sionistes et nationalistes palestiniens, il propose le deuxième Livre blanc. Le Livre blanc Lord Passfield, devenu Secrétaire aux Colonies date du 21 octobre 1930. Il y remet en question la poursuite de l'implantation juive en Palestine, et donne la priorité à l'emploi à la population arabe, et ce même au sein des entreprises juives. Ce deuxième Livre blanc est critiqué par de nombreux sionistes si bien que le 13 février 1931 le gouvernement britannique publie un décret d'annulation du Livre blanc.

Pour pacifier la grande révolte arabe de 1936 à 1939 le Royaume-Uni crée une commission d'enquête venant de Londres chargée de trouver des solutions au conflit. La commission Peel dura de novembre 1936 à janvier 1937, et rendit publiques ses conclusions en juillet 1937. Elle propose entre autre la création de deux Etats, un Etat juif et un Etat arabe. Seulement ce partage avantage les Sionistes qui contrôlèrent la majorité des terres cultivables de Palestine. Elle propose également de transférer de force la population arabe hors de l'État juif et de rattacher l'État arabe palestinien à l'Emirat de Transjordanie. Ce plan est accepté par les Sionistes car il est à leur avantage, mais la révolte reprend car les Arabes refusent ce plan de partage qui les défavorisent. Alors le 17 mai 1939, pour clore cette révolte, les Britanniques proposent un troisième Livre blanc. Celui de Malcolm MacDonald, Secrétaire aux Colonies, qui limite l'immigration juive à 75 000 Juifs pour cinq ans autorisés à venir en Palestine. Il propose aussi un État unitaire indépendant en Palestine qui regroupe Juifs et Palestinien et qui devrait

être créé dans les 10 ans après la publication du Livre blanc. Ce dernier Livre blanc n'aboutit cependant à aucun compromis et est remis en cause à la fois par les Sionistes et les nationalistes Palestiniens.

En dehors des Britanniques, l'ONU a aussi œuvré à la paix en Palestine et contrebalance cette idée de poudrière. Le 18 février 1947, l'ONU récupère le dossier palestinien. L'Organisation des Nations Unies (ONU) est une organisation internationale suggérée par le président des États-Unis, Franklin D. Roosevelt, instituée le 24 octobre 1945 à la suite de la ratification de la Charte des Nations Unies par les 50 futurs États membres dont les vainqueurs de la Seconde Guerre Mondiale, à savoir la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'URSS. Le 28 avril 1947, celle-ci confie à une commission spéciale la question palestinienne : l'UNSCOP (United Nations Special Committee On Palestine). Elle publie ses propositions à l'ONU en septembre 1947. Cette commission examine les différents plans de partage proposés jusque là, à savoir la séparation de la Palestine en deux États indépendants, l'un palestinien, l'autre juif, la création d'un État palestinien regroupant Juifs et Palestiniens ou encore la création d'un État unique doté d'une structure fédérale, cantonale ou binationale. Elle rejette finalement la proposition d'un État palestinien, fédéral, cantonal et binational en raison des différends trop importants entre Sionistes et nationalistes palestiniens. Finalement le plan de partage de l'UNSCOP de la Palestine en deux États, l'un juif représentant 55% de la Palestine, l'autre palestinien avec Jérusalem en tant que territoire international est proposé à l'ONU. Cependant le Haut Comité arabe pour la Palestine rejette le plan de l'UNSCOP. L'un des principaux aspects reprochés à ce plan de partage est le fait que les juifs qui représentent en 1940 30% de la population de Palestine n'occupent que 8% du foncier, ils ne possèdent pas beaucoup de terre. La partage de l'ONU permettrait aux Juifs de posséder maintenant 55% de la Palestine. Les Arabes n'acceptent pas de donner ces terres qu'ils possédaient aux juifs qu'ils considèrent toujours comme des colons et refusent ce plan de partage qui les défavorisent tandis que les mouvements sionistes tel que l'Agence Juive lui sont favorables.

Malgré tout, le 29 novembre 1947 ce dernier plan de partage de la Palestine mandataire est soumis au vote à l'Assemblée générale de l'ONU et est adopté par 33 voix pour, 13 voix contre et 10 abstentions. A la suite de ce vote, les délégués arabes ont quitté la salle des séances après avoir affirmé qu'ils ne se considéraient pas liés par la décision de l'Assemblée et qu'ils conserveraient leur entière liberté d'action.

Ainsi à la question : pourquoi la période de 1917 à 1947 fait de la Palestine un territoire soumis à de fortes tensions qui peuvent cependant être nuancées par de nombreuses tentatives de paix et d'apaisement ? Nous pouvons répondre que la Palestine est soumise à de nombreux conflits entre différentes communautés qui souhaitent posséder leur propre État comme les émeutes de 1929. Mais ces peuples sont encadrés par l'Empire britannique puis l'ONU qui tentent de créer un dialogue entre eux afin de parvenir à une solution pacifique. On peut alors citer les livres blancs de 1922, 1930 et 1939. Cependant ces conflits ont perduré, et dès 1948 une guerre a éclaté entre Arabes et Juifs et de nombreuses guerres ensuite ont opposé Israéliens et Palestiniens comme actuellement depuis octobre 2023.

Bibliographie / Sitographie :

Dieckholff Alain « Du Congrès de Bâle au sionisme messianique », *L'Histoire*, juin 2024, n°520, p.26 à p.44

Larané André « 22 juillet 1946 attentat de l'hôtel du Roi David », www.herodote.net, 29-05-2024

Trimbur Dominique « Jérusalem et la Palestine pendant la première guerre mondiale », www.crjf.org, 07-06-1999

Tsitrone Abraham « Stern Groupe », www.universalis.fr, consulté le 07-10-2025